

« Effet beignet », transition énergétique, prêt de main-d'œuvre... Comment le Covid-19 transforme la France

[nouvelobs.com/economie/20210617.OBS45363/effet-beignet-transition-energetique-pret-de-main-d-uvre-comment-le-covid-19-transforme-la-france.html](https://www.nouvelobs.com/economie/20210617.OBS45363/effet-beignet-transition-energetique-pret-de-main-d-uvre-comment-le-covid-19-transforme-la-france.html)



Pour mettre au point un « bouclier antidécrochage industriel », le député Jean-Noël Barrot a essayé de comprendre l'effet de la pandémie sur différents bassins d'emploi. Il raconte à « l'Obs » son tour de France.

Par Sophie Fay publié le 17 juin 2021 à 07h00

Temps de lecture 15 min

C'était un lot de consolation. Jean-Noël Barrot, secrétaire général du MoDem et député des Yvelines, était à deux doigts d'entrer dans le gouvernement de Jean Castex en juillet 2020, mais il est finalement resté à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre, voulant utiliser ses compétences d'économiste en pleine crise sanitaire, lui a confié une mission : évaluer l'impact du Covid-19 et des confinements sur l'emploi et l'activité dans chaque bassin d'emploi en France. Il lui a donné les moyens de le faire. Avec une angoisse : que la carte des sinistrés économiques de la pandémie recouvre celle du mouvement des « gilets jaunes ».

Ce lot de consolation est vite devenu un moment de jubilation pour l'élu économiste ! « Très formateur », avoue le député, originaire de Haute-Loire – il est le fils de l'ancien ministre centriste Jacques Barrot (1937-2014) –, diplômé de HEC, de Sciences Po Paris, de l'Ecole d'économie de Paris, avant d'enseigner au Massachusetts Institute of Technology (MIT), près de Boston, puis à HEC. Il a recueilli une mine de témoignages et de données à partir desquels il veut mettre au point un outil d'évaluation de l'impact

territorial d'un choc global et surtout un « bouclier antidécrochage » à disposition des territoires confrontés au départ d'une activité économique structurante. Il doit remettre ses propositions au Premier ministre le 30 juin.

Revenant sur son tour de France, Jean-Noël Barrot décrit « *un choc très inégalement réparti. Si un territoire a connu une intensité épidémique plus forte, il est plus marqué que son voisin. S'il est face à un développement plus poussé du télétravail, il subira un deuxième choc. S'il est dépendant d'un secteur comme l'aéronautique, l'automobile, le tourisme international, il connaîtra des problèmes en série que n'aura pas son voisin* », explique-t-il. Exemple à Toulouse, où le secteur de l'événementiel, très dépendant d'Airbus, n'est pas près de se relever, même si les contraintes sanitaires permettent de se réunir à nouveau. Voici huit observations issues de son périple.

1. L'infortune des grandes métropoles ou l'« effet beignet »

« *Les arrondissements de Paris, Lyon ou Marseille connaissent une baisse d'activité deux fois plus marquée que les autres communes. Il y a un contraste très fort avec les communes de 2 000 à 10 000 habitants, qui, elles, font preuve d'une forte résilience* », explique le député. La raison est simple : « *La pandémie a provoqué un exode urbain.* » En 2020, les ventes de maisons ont baissé, période de confinement oblige, mais on voit que les acquisitions faites par des Parisiens, des Lyonnais, des Marseillais, des Toulousains ou des Nantais dans les départements limitrophes ont explosé.

La revanche des villes « à taille humaine »

Les transactions explosent en grande couronne parisienne, en Normandie. Les Parisiens, au sens large, migrent vers l'Eure (+148 % entre le deuxième semestre 2019 et le deuxième semestre de 2020), le Loiret (+153 %) ou l'Eure-et-Loir (+72 %). Afflux aussi de résidents dans le Gers et l'Aude, où vont les Toulousains, dans la Vendée et le Maine-et-Loire où l'on retrouve les Nantais... En revanche, les mouvements baissent vers la petite couronne parisienne et sont moins fréquents dans les lieux de villégiature éloignés des grandes villes. La révolution du télétravail est en marche.

Deux jours au bureau à Paris, trois jours en télétravail en Normandie. Le monde immobilier d'après sera bigame

« *Des auréoles se forment autour des métropoles* », constate Jean-Noël Barrot, en les montrant sur une carte très explicite. Ce phénomène n'est pas propre à la France. L'économiste Nicholas Bloom, professeur à l'université Stanford, en Californie, vient de publier une étude [PDF] qui montre le même phénomène aux Etats-Unis, en utilisant les données de l'US Postal et du portail d'annonces immobilières Zillow. Il appelle cela « *l'effet donut du Covid-19 sur les villes* ». En français l'« effet beignet », dense à l'extérieur avec un trou au milieu.



A Chartres, dans l'Eure-et-Loir, département prisé ces derniers mois par les acquéreurs parisiens. (MICHEL GILE/SIPA)

2. Le succès du prêt de main-d'œuvre

C'est une réponse que les entrepreneurs locaux ont développée pour répondre aux situations très contrastées au sein d'un même département ou d'un même bassin d'emploi. *« Je l'ai vue à l'œuvre dans le Lot-et-Garonne, dans le bassin d'emploi de Marmande, avec une très belle entreprise, CSA-Creuzet, qui fait de l'usinage de grandes pièces pour l'aéronautique. C'est elle, qui a été la plus affectée par le Covid-19 »*, constate le député. Plutôt que de rester en chômage partiel, des techniciens et des ingénieurs de CSA ont été *« prêtés »* à une PME du coin qui fait... de la confiture. Lucien Georgelin, *« entrepreneur de génie »* selon Jean-Noël Barrot, qui se bat pour faire reconnaître les IGP (indication géographique protégée) tomates et noisettes de Marmande, a profité de l'expertise de ces ingénieurs pour robotiser et moderniser son usine. Pour faciliter ces échanges, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Lot-et-Garonne a créé la plate-forme SHARING qui a permis à 50 salariés en chômage partiel de travailler pour un autre secteur.

A Toulouse, le député a vu un exemple encore plus spectaculaire. Les cabinets d'ingénierie – qui délèguent des troupes dans les différents métiers de l'aéronautique ou de l'automobile – ont dû mettre en place des plans sociaux. *« Dans la même journée, nous étions le matin à Toulouse, avec les dirigeants d'Akka Technologies, qui ont dû faire face à un retournement brutal : passant de la forte croissance à la récession sévère, et l'après-midi à Portet-sur-Garonne, où une start-up de l'aéronautique, Aura Aero, est en forte croissance. »* Elle développe un avion électrique pour le transport régional. En un

an, elle est passée de 2 à 60 salariés. « C'est une "licorne" [start-up valorisée à plus de 1 milliard de dollars], fondée par des anciens d'Airbus : ils vont accueillir une cinquantaine de salariés d'Akka avec le soutien de la région Occitanie. » Le gouvernement a facilité ce prêt de main-d'œuvre en simplifiant la refacturation entre entreprises. « C'est un dispositif qui a beaucoup de potentiel en cette période de transition », insiste le député.

3. La transition énergétique en marche

Covid ou pas Covid, la transition énergétique marque les territoires. « La visite de la centrale à charbon de Saint-Avold (Moselle) qui fermera ses portes l'an prochain, conformément à l'engagement du président de la République, m'a beaucoup marqué. Elle est installée à côté de Forbach, l'une des cinq zones d'emploi (sur 305) avec le plus fort taux de pauvreté », raconte Jean-Noël Barrot. Ici, le « congé houiller » a fait des ravages : toute une génération d'enfants n'a jamais vu ses parents travailler. « Ce qui m'a le plus étonné, poursuit l'élue, c'est la conversation que j'ai eue avec un syndicaliste, M. Damm, un ancien de chez FO. Il m'a dit : "Il faut tomber les tours. Quand les tours tomberont, on saura que la reconversion a été faite." Il a compris qu'il y avait plus d'emplois à prendre dans les énergies vertes que dans l'ancienne centrale. Il ne comprend pas pourquoi ça ne va pas plus vite. »



La centrale Emile-Huchet de Saint-Avold. (THIERRY GRUN/ONLY FRANCE/ VIA AFP)

Plusieurs projets sont dans les tuyaux : une chaudière à biomasse, un hub hydrogène, un site de stockage de batteries. Très étonnant aussi, le contraste avec Sarreguemines, à moins de quarante kilomètres de là. Sarreguemines, plus bourgeoise, plus industrielle, a

comme principal employeur Continental. *« Visite spectaculaire ! Ce site a été choisi comme pilote du groupe pour toutes les innovations. Une flotte de petits robots autonomes déplace les piles de pneumatiques, c'est très surprenant et ça évite des emplois pénibles. Ça m'amène à un autre constat : dans un même secteur, on peut avoir une entreprise qui va bien et une autre pas, comme Bridgestone qui ferme à Béthune (Pas-de-Calais). On en reparlera. »*

La transition énergétique marque aussi Le Havre (Seine-Maritime), où la centrale à charbon du port a fermé le 31 mars. *« J'y suis allé une semaine après »*, note Jean-Noël Barrot. Au Havre, la pauvreté et l'exclusion sont des phénomènes particulièrement marqués. Le déficit de formation aussi : quand on est docker de père en fils, on ne voit pas pourquoi se former, schématise l' élu. Or, en tournant le dos à l'entrée du port, on fait face au gigantesque site Siemens Gamesa, qui construit les immenses éoliennes offshore. L'usine a bénéficié d'un financement de « France Relance », le plan du gouvernement de 100 milliards d'euros, et va recruter 750 personnes, dont les jeunes des quartiers du Havre, à condition de réussir à les attirer en formation.

4. Ces reconversions porteuses d'espoir

La mobilisation autour de la fermeture de Bridgestone à Béthune, pour reclasser les salariés, est un autre moment marquant du tour de France du député. Et la preuve qu'on peut chercher des solutions aux catastrophes industrielles. *« Il y a eu un travail collectif des services de l'Etat à partir d'une mission diligentée par le ministère de l'Economie et confiée au cabinet EY. Ensemble, ils ont appelé toutes les entreprises du bassin d'emploi pour identifier leurs besoins de main-d'œuvre. Les discussions et la mission ont fait émerger 80 projets d'investissement nouveaux (relocalisations, extensions...), 40 ont postulé pour bénéficier des fonds du plan "France Relance", 22 en ont été lauréats, c'est le record régional. »*

Bridgestone, le premier dossier de la présidentielle

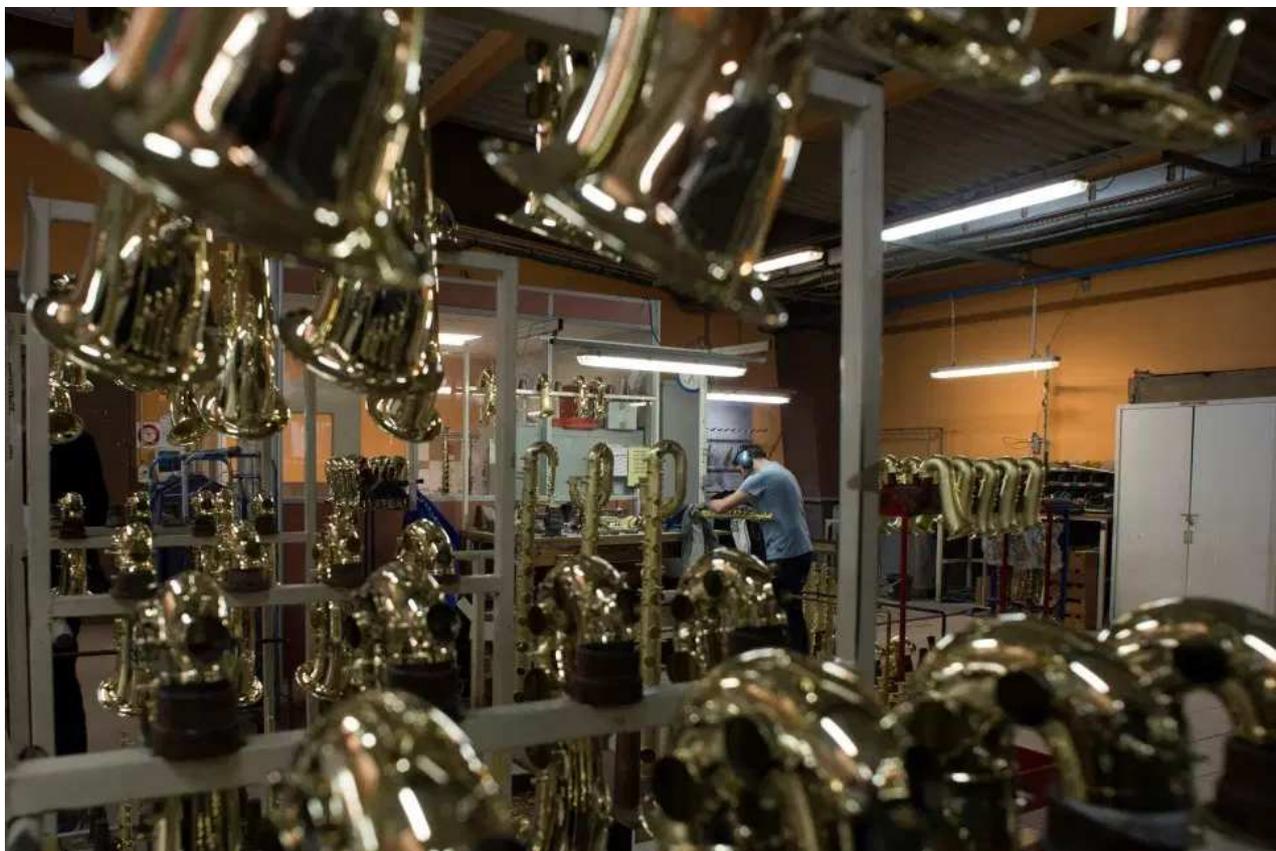
Une PME familiale, Groupe Atlantic, installée à Billy-Berclau, spécialiste des chaudières et pompes à chaleur, a pu proposer 50 postes aux anciens Bridgestone. Son activité est dopée par le succès d'un dispositif du plan de relance, MaPrimeRénov. C'est dans l'agglomération de Béthune-Bruay que l'on va installer l'usine géante de batteries électriques. Là aussi, on voit comment la transition énergétique remodèle l'économie locale. Il faudra toutefois voir dans quelques années où en est vraiment l'emploi local.

5. Des territoires contrastés

Commençons par les Yvelines, où Jean-Noël Barrot est élu. Il y a un bassin d'emploi très prospère autour de Saint-Quentin en Yvelines, où l'on trouve par exemple le Technocentre Renault, mais aussi une région moins prospère, la Vallée de Seine, longtemps portée par l'aéronautique et l'automobile, aujourd'hui en déclin. Le député égrène : Mantes-la-Jolie, qui abritait Renault-Flins, Mantes-la-Ville, qui était la seule ville d'Ile-de-France que le Rassemblement national (RN, ex-Front national) gérait avant d'en

être délogé aux municipales de 2020... « On aurait pu penser que le premier bassin d'emploi sache mieux rebondir et résister à la crise du Covid-19 que le second, note l'économiste. Et pourtant, c'est l'inverse que l'on constate. »

« A Saint-Quentin en Yvelines, explique-t-il, une société comme Expleo (cabinet de conseil en ingénierie) a été prise de court par la violence du choc. Elle a du mal à reconverter les ingénieurs. Elle doit faire en un an, un an et demi, un virage vers le cyber qu'elle aurait fait en cinq ou six ans sans la crise du Covid-19. Idem au Technocentre Renault, devenu beaucoup trop grand. Il aurait pu progressivement céder du foncier à des start-up, mais tout s'accélère. Personne ne sait comment s'y prendre. Les collectivités découvrent la gestion de crise. » A contrario, les élus de la Vallée de Seine savent s'organiser, reconvertissent le foncier de Flins, accompagnent des projets et on voit les premiers résultats. Le site est devenu le premier pôle de fabrication instrumentale avec les clarinettes Buffet Crampon et les saxophones Selmer. Il n'est pas condamné.



Dans l'usine de saxophones Selmer, à Mantes-la-Ville. (ALAIN JOCARD/AFP)

Même contraste dans le Doubs : d'un côté, le plateau de Montbéliard et Sochaux, la ville de PSA, très ébranlés par la crise de 2008 ; de l'autre, le Haut-Doubs, proche de la Suisse, high tech et très prospère. Les deux ont été touchés par les effets du Covid-19. Doublement pour le Haut-Doubs. La société Micropierre, spécialiste du saphir pour les montres, puis pour les tourne-disques, est devenue leader de la découpe de matériaux très durs pour l'aéronautique, secteur à terre. Quant à Pontarlier, ville de 20 000 habitants équipée commercialement comme une ville de 300 000 habitants pour servir les voisins suisses qui font leur shopping en France, a vu sa clientèle disparaître quand les

frontières se sont fermées. Certains travailleurs frontaliers français ont perdu leur emploi. « *C'est une région où les dossiers explosent en commission de surendettement* », note Jean-Noël Barrot. Du jamais-vu.

Du côté de Sochaux et Montbéliard, en revanche, les collectivités sont rôdées à la gestion de crise. La SEM (société d'économie mixte) du pays de Montbéliard est devenue le plus grand propriétaire foncier après 2008. Les collectivités territoriales et l'Etat ont tout de suite travaillé avec Faurecia pour accélérer un projet de construction d'usine de réservoirs à hydrogène pour équiper les camions, en utilisant 5 millions d'euros du fonds de revitalisation (ce fonds que les grandes entreprises doivent abonder quand elles ferment un site) . « *L'usine a été installée en France au lieu de partir en Europe de l'Est* », se félicite l' élu.

6. La popularité du fonds friches

« *Il faut insister sur un point : la sortie de crise est un moment d'opportunité, le rebond de croissance est une chance pour repartir* », insiste Jean-Noël Barrot, qui a constaté sur le terrain que beaucoup l'ont compris et qu'un outil fonctionne très bien : le fonds friches. « *En faisant cette mission, j'ai recommandé très tôt qu'il soit "rechargé", que son montant – 300 millions d'euros – soit augmenté, et il a été doublé* », note le député. De quoi réhabiliter ces bâtiments industriels immenses en décrépitude qui plombent le moral des habitants, en les confrontant tous les jours au déclin industriel de leur territoire et plus largement du pays. Il note que les « gilets jaunes » ont souvent été très mobilisés dans les villes proches de ces usines à l'abandon.

« *A Pamiers, dans l'Ariège, au pied des Pyrénées, à Fumel, près de Villeneuve-sur-Lot, à Tonneins (Lot-et-Garonne), à Vierzon (Cher), c'est très frappant. Ça va souvent de pair avec un déclassement du centre-ville, qui est même classé QPV (quartier prioritaire de la politique de la ville) à Villeneuve-sur-Lot, alors qu'il y a dans ces villes une vraie richesse architecturale, beaucoup de charme.* » A Fumel, ce sont les friches de Métal Aquitaine, « *des bâtiments industriels à perte de vue* », qui marquent le visiteur. A Tonneins, à l'ouest de Villeneuve, c'est l'ancienne manufacture de tabac de la Seita. A Vierzon, ce sont les restes de la plus grande usine de tracteurs, la Société française, fleuron du machinisme agricole, fermée en 1995. « *Elle est en plein centre de la ville* », insiste Jean-Noël Barrot, très marqué aussi par ces friches de l'Ariège « *que personne ne reprend alors qu'il y a des tensions foncières partout en France* ».

Entre le fonds friches, les crédits du « France Relance », mais aussi, avant le Covid-19, le plan « Action Cœur de Ville » (doté de 5 milliards d'euros), il y a enfin des solutions. Et on voit les projets émerger. « *A Vierzon, le Cnam (Conservatoire national des arts et métiers) est en train d'installer un campus de formation connecté qui pourra répondre aux besoins des entreprises locales. A côté, s'est installée l'école AlgoSup, qui forme des développeurs informatiques. Le projet est soutenu par Ledger, la société française leader des portefeuilles physiques pour bitcoins et autres cryptomonnaies. L'un de ses fondateurs est de Vierzon.* » Ledger est une de ces « licornes » que le gouvernement veut voir se multiplier en France.

A Tonneins aussi la friche Seita va commencer à revivre. Cette fois, c'est K-Ryole, jeune pousse du 19^e arrondissement de Paris qui développe des remorques électriques pour les vélos, qui y installe sa production. Repérée par Bouygues Construction, l'entreprise a été lauréate du prix « David avec Goliath », créé par la société de conseil Bain.

7. Les difficultés de recrutement

C'est une autre des leçons de ce tour de France. Souvent le député a entendu les dirigeants d'entreprise évoquer les difficultés de recrutement comme frein à la reprise. Savac, société d'autocars, ne trouve pas facilement de chauffeurs ; idem pour le paysagiste Sauvaje, spécialisé dans l'hôtellerie de luxe. Deux sociétés des Yvelines. En bon économiste, Jean-Noël Barrot les houspille : pourquoi ne pas réfléchir à l'attractivité des postes, augmenter les salaires, l'expliquer au client ? Lorsqu'on a signé un contrat de plusieurs années, ce n'est pas si facile, lui rétorque l'un de ces patrons. Alors, place à la débrouille. Chez Sauvaje, par exemple, le patron s'occupe du logement de ses salariés, un casse-tête en région parisienne.



Jean-Noël Barrot à l'Assemblée nationale en avril 2019. (AFP)

Jean-Noël Barrot vante aussi le modèle Pequignet, dans le Hauts-Doubs : cette entreprise de montres de luxe, une des dernières en France, qui a dû se battre face aux salaires offerts par les sociétés suisses. La réponse des dirigeants – qui ont repris l'entreprise en MBO (« management buy-out », achat par les cadres, avec de la dette) – a été de proposer aux salariés des horaires de travail ultraflexibles, à la carte, et un fort

niveau d'intéressement. Bonne nouvelle : l'entreprise va bénéficier d'un financement de « France Relance » pour relocaliser la fabrication de micropièces jusqu'alors faites en Europe de l'Est ou en Allemagne.

8. Les effets d'aubaine de « France Relance » ?

De culture plutôt libérale, spécialiste de l'évaluation des politiques publiques, son sujet de prédilection à l'Assemblée, Jean-Noël Barrot est habitué à traquer les effets d'aubaine, cet argent public que les entreprises se mettent dans la poche pour des projets qu'elles auraient de toute manière menés à bien. L'Etat ne subventionne-t-il pas, avec nos impôts, des profits qui finiront en dividendes ? Verdict après ce tour de France : « *Il faut arrêter avec cette histoire d'effet d'aubaine. On voit que "France Relance" fonctionne.* » Il cite l'usine Michelin de Saint-Doulchard, dans le Cher, où l'on fabrique des pneus d'avion (600 emplois). Mauvaise pioche en temps de Covid. Le responsable du site s'est battu pour qu'il soit maintenu et a obtenu un financement « France Relance » pour digitaliser l'outil de production. « *"France Relance" donne le coup de pouce pour faire en un an ce qui aurait été fait en plusieurs années. Ça peut permettre de sauver un site* », note le député.

Ces patrons, conseillers, ONG et syndicalistes qui ont inspiré le plan de relance

Alors, fini le libéralisme ? Il reconnaît que l'argent déversé par l'Etat a une vertu magique : il a amené les acteurs locaux à se parler et à trouver des solutions pour agir.

"« *En Moselle, les chambres des métiers ont désigné 40 délégués à la relance qui appellent les entreprises. Le département du Cher a recruté une dizaine de jeunes en service civique dans les intercommunalités pour aider les entreprises à faire les démarches pour postuler aux aides. En Corse, une cellule d'accélération a été créée par les services instructeurs de l'Etat : ils se voient régulièrement pour parler des dossiers refusés et trouver d'autres solutions. Idem en centre Val de Loire... En Occitanie, le préfet de région a réalloué des budgets pour créer un fonds tourisme. L'Ariège a inventé un pack télétravail qu'elle propose à Capgemini pour ses salariés en facilitant le logement des familles... »*"

On n'arrête plus le député : « *L'adrénaline de la crise a fait naître un élan de coopération et de revitalisation.* » Il marque une pause. Reconnaît qu'il y a peut-être un biais dans sa description de la France : « *Ces déplacements sont organisés par les préfets qui vous montrent ce qui fonctionne, les initiatives intéressantes plutôt que les loupés.* » Il faudra peut-être faire un deuxième tour de France pour tout voir. Mais tant mieux si quelques trains arrivent à l'heure...

 Vous avez aimé cet article ?
Offrez-le à un ami (10 restant s)